

## Autosuffisance alimentaire des pays en développement et subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges

### RÉSUMÉ

- ▶ *Les importations alimentaires des pays à faible revenu et à déficit vivrier augmentent chaque année, ce qui les expose de manière croissante aux effets des marchés mondiaux.*
- ▶ *Les subventions et le protectionnisme conservent une place importante dans les pays développés. Ils minent la production intérieure des pays en développement.*
- ▶ *La Déclaration de Doha appelle à la mise en oeuvre de réformes de fond pour redresser les déséquilibres de politique générale qui font obstacle à la sécurité alimentaire et au développement.*

À l'échelon national, la sécurité alimentaire peut être améliorée par l'accroissement de la production intérieure et des importations. Les pays en développement ont fortement accru leurs importations de denrées alimentaires depuis les années 90: 5,6 pour cent par an pour l'ensemble des pays en développement et 6,9 pour cent pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier (Tableau 1). Les projections donnent à penser que cette tendance se maintiendra.

L'augmentation des importations de produits alimentaires n'a rien de négatif lorsqu'elle va de pair avec une capacité accrue à financer le coût des importations par les recettes d'exportations. Pour nombre de pays en développement toutefois – notamment les pays à faible revenu et à déficit vivrier – la poussée des importations de denrées alimentaires pourrait s'avérer problématique à deux titres:

- ▶ la forte croissance des importations risque de compromettre une production intérieure tout à fait viable en d'autres circonstances, et il n'y a guère d'autres possibilités d'utiliser les ressources productives; et ou

- ▶ l'augmentation des revenus et des recettes d'exportation peut s'avérer insuffisante pour continuer à financer les importations de denrées alimentaires en cas de hausse importante des prix.

**OUTRE LA TENDANCE À LA HAUSSE DES IMPORTATIONS, LES POUSSÉES SOUDAINES D'IMPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES SONT PLUS FRÉQUENTES DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 90.** ■ L'augmentation subite des volumes importés,<sup>1</sup> conjuguée à la faiblesse des prix à l'importation, a fréquemment pour effet de dérégler les marchés locaux et de réduire la production nationale. Un rapport de la FAO a mis en évidence une forte incidence des poussées d'importations dans les pays en développement au cours de la période 1984-2000. Les catégories d'aliments concernés sont les viandes, les céréales, les huiles végétales et les produits laitiers. Bien que de nombreux rapports aient établi un lien entre poussées d'importations et baisse de production, des analyses plus approfondies s'imposent.

<sup>1</sup> On appelle « poussée d'importations » tout écart positif de 20 pour cent par rapport à une moyenne mobile sur 5 ans du volume des importations pour un produit donné.

**Tableau 1: Tendance de la croissance annuelle des importations de denrées alimentaires (en pourcentage, 1990-2000) \***

Catégorie d'aliments	PAYS EN DÉVELOPPEMENT (PeD)				Pays développés	Monde
	Tous PeD	PFRDV	Non-PFRDV	PMA		
Céréales et préparations à base de céréales	3,9	2,1	5,5	3,7	-3,3	1,4
Huiles et oléagineux	10,0	12,4	7,4	8,6	2,6	6,0
Produits laitiers	3,0	4,6	2,0	0,2	3,7	3,2
Viandes et préparations à base de viande	8,5	14,1	3,9	6,6	5,3	6,6
Fruits et légumes	4,8	7,1	3,3	4,7	1,8	2,6
Sucre, total (équivalent brut)	4,7	8,0	1,3	10,0	1,3	3,0
Total	5,6	6,9	4,5	5,2	1,9	3,6

\* Les produits individuels sont exprimés en volumes; le total des produits alimentaires est exprimé en prix constants de 1989-91.  
Source: Document du Comité des produits CCP 03/10, mars 2003, FAO.

**LES DISTORSIONS DES ÉCHANGES CONTRIBUENT À PROVOQUER DES TENDANCES DÉFAVORABLES ET DES FLAMBÉES D'IMPORTATIONS.** ■ Les subventions et les politiques protectionnistes entraînent une distorsion des échanges agricoles à plusieurs niveaux:

- ▶ ralentissement des importations dans les pays appliquant les subventions;
- ▶ réduction des exportations des pays ne recourant pas aux subventions;
- ▶ faiblesse ou instabilité accrue des prix mondiaux;
- ▶ moindre incitation à la production alimentaire dans les pays importateurs non subventionnés.

Bien que les subventions des productions locales et des exportations aient tendance à réduire à court terme la facture des importations de denrées alimentaires, à plus long terme, elles finissent par saper toute motivation à investir dans la production alimentaire, dans les pays importateurs n'appliquant pas de subventions. Cette situation peut conduire les gouvernements de ces pays – notamment s'il s'agit de pays en développement – à négliger le secteur agricole local.

**EN DÉPIT DES RÉFORMES ENGAGÉES DANS LE CADRE DU CYCLE D'URUGUAY, LES SUBVENTIONS ET LE PROTECTIONNISTE DEMEURENT TRÈS RÉPANDUS.** ■ Les pays de l'OCDE sont à l'origine de plus de 90 pour cent des mesures de soutien interne et des subventions à

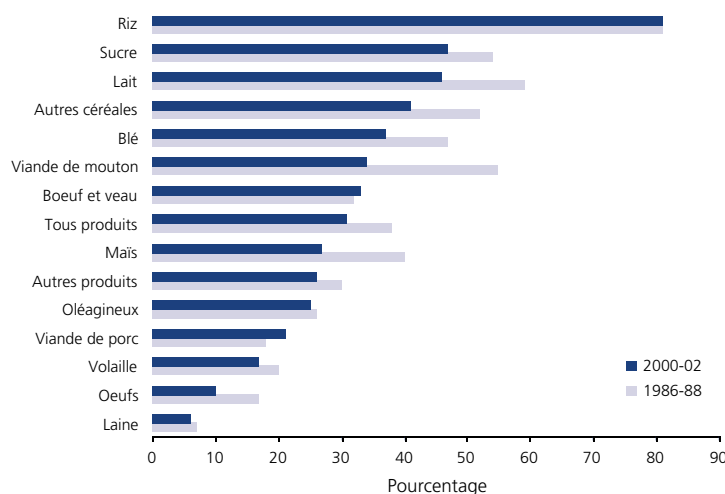
l'exportation qui ont été signalées à l'OMC ayant des effets de distorsion sur les échanges. Depuis 1986-88, rares ont été les réductions sensibles des estimations du soutien à la production (ESP) enregistrées pour divers produits dans les pays de l'OCDE (Figure 1); au total, le soutien se chiffrait à 235 milliards de \$EU en 2002. Pour la plupart, les produits alimentaires de base font toujours l'objet d'un fort soutien qui prend la forme de subventions et de soutien des prix du marché (notamment la protection tarifaire).

**LE CYCLE DE DOHA OFFRE LES MEILLEURES CHANCES POUR PARVENIR À UNE RÉDUCTION SENSIBLE DES DISTORSIONS.**

■ Dans le domaine de l'agriculture, la Déclaration de Doha appelle à « des améliorations substantielles de l'accès aux marchés; des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif; et des réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion sur les échanges ». Elle précise en outre que le traitement spécial pour les pays en développement fera partie intégrante des négociations afin de leur permettre de tenir effectivement compte de leurs besoins de développement, y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural.

**Figure 1: Estimations du soutien à la production (ESP) dans les pays de l'OCDE, par produit**

(Moyenne OCDE exprimée en pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes)



Source: Agricultural policies in OECD countries; monitoring and evaluation 2003; Highlights, OCDE Paris.

## LES GRANDS ENJEUX

- ▶ Relever pleinement le défi de la réforme des politiques visée à la Déclaration de Doha;
- ▶ Maîtriser les éventuelles conséquences négatives d'une dépendance accrue à l'égard des importations de denrées alimentaires, notamment dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier;
- ▶ Fournir des outils permettant aux pays de protéger les marchés des poussées d'importations dues à la distorsion des politiques.

